

les ateliers de la citoyenneté

information et citoyenneté

propositions

pour une responsabilité sociale
des producteurs d'information

octobre 2004

les ateliers
de la citoyenneté

synthèse

le constat

■ Journalistes, observateurs et téléspectateurs sont nombreux à constater que les journaux télévisés ne trouvent pas toujours un équilibre satisfaisant entre émotion et réflexion, proche et lointain, négatif et positif, qu'ils sont pour cela en décalage croissant avec la complexité du monde et le niveau d'éducation de ceux qui les regardent.

Les règles d'indépendance et de déontologie des journalistes restent plus que jamais valides, mais insuffisantes au regard du rôle de l'information en démocratie : favoriser le discernement du téléspectateur l'éclairer dans la construction de sa citoyenneté. Une évolution de la réflexion et des comportements est possible, sans qu'il soit nécessaire de passer par des mesures législatives ou réglementaires.

l'idée

■ Nous voulons faire émerger la notion de responsabilité sociale (ou sociétale) des producteurs d'information, en premier lieu en télévision. Avec deux références : dans l'industrie, cette notion de responsabilité sociale commence à s'imposer et crée des obligations aux entreprises (humaines, environnementales...) ; dans la recherche, dans la santé s'ouvrent des lieux de réflexion entre spécialistes et simples citoyens, pour en discuter les finalités et les modalités. Dans le journalisme, la notion de responsabilité sociale est inexistante aujourd'hui (quel impact ?), et les rares espaces d'échange avec les citoyens sont trop éloignés de la réalité des rédactions.

la proposition

■ Nous proposons la création de «collèges» mixtes journalistes/citoyens, qui puissent être des instances d'analyse critique (en aval de la production d'information) et de propositions d'évolution de traitement de l'information (en amont).

Ils seraient conçus comme des lieux d'échanges critiques et constructifs, en prise sur le réel, en excluant toute forme de confrontation stérile entre téléspectateurs protestataires et journalistes réduits à la justification ou à la défensive.

Nous appelons au lancement de tels collèges dans des rédactions prêtes à tenter l'expérience.

table des matières
texte de référence 2004

- page 4 - nos aspirations en tant que citoyens téléspectateurs
- page 5 - notre cheminement
- page 6 - s'ouvrir au monde
- page 7 - s'ouvrir à la complexité
- page 8 - instaurer la responsabilité sociétale des médias
- page 9 - instaurer la responsabilité sociétale des médias
 - un processus collégial
 - notre démarche : construire par la rencontre et l'échange

information et citoyenneté

composition de l'atelier

Denis Bernadet, journaliste à Cités Télévision,
chaîne locale interactive du Grand Lyon
Hervé Chayneaud-Dupuy, animateur des Ateliers de la Citoyenneté
Claire Jouanneault, consultante en communication des entreprises,
co-fondatrice des Ateliers de la Citoyenneté
Christine Bisch, consultante auprès d'élus municipaux
Olivier Michon, consultant, président d'un relais petite enfance
Vincent Quivy, historien et journaliste indépendant

nos aspirations en tant que citoyens téléspectateurs

■ Dans cet atelier, nous avons choisi de travailler sur les rapports entre l'information et la citoyenneté, l'information télévisuelle en particulier. Nous souhaitons porter un regard critique et constructif sur le «20 heures», symbole de l'information de masse, et au-delà sur les responsabilités des journalistes, des médias et des citoyens utilisateurs d'information.

Nous ne cédon pas à la tentation d'éteindre le poste et de nous résigner devant les travers de la télévision, nous partageons la conviction que nous pouvons travailler avec les acteurs de l'information télévisée, simplement parce que l'information télévisée participe largement à notre vie collective, que nous sommes donc directement concernés, impliqués.

Nous avons pour ambition de favoriser le développement d'une information qui donne des éléments de compréhension d'un monde aujourd'hui complexe, qui ouvre des questions sans se limiter à des réponses simples et rapides, qui développe le discernement et "outille" la pensée. Nous avons conscience que tous les médias travaillent aujourd'hui dans des temps resserrés. Mais l'urgence n'affranchit pas d'une réflexion préalable à l'action journalistique. Au contraire, elle rend plus nécessaire encore cette réflexion, pour définir en amont une démarche, puis des modes d'action.

notre cheminement

■ Au sein des Ateliers naissants en 2002, notre groupe s'est rapidement constitué, autour du malaise et de la frustration éprouvés face au journal de 20h. Nous partagions le sentiment que cette vitrine du monde, souvent désespérante, contribuait pour une part non négligeable au repli sur soi et au sentiment d'impuissance de beaucoup de gens. Nous nous sommes alors autorisés à imaginer une alternative au 20 heures en suivant deux pistes de travail : un journal des bonnes nouvelles et une émission citoyenne qui mettrait en lumière des initiatives utiles, émergentes, reproductibles.

Or notre atelier, comme les autres au sein des Ateliers de la Citoyenneté, est avant tout un lieu de réflexion, qui peut jouer un rôle d'aiguillon, de suggestion, mais pas devenir acteur, encore moins producteur d'information télévisée. Nous avons également mesuré les ambiguïtés et les risques d'un journal des bonnes nouvelles : certes les bonnes nouvelles feraient contrepoint aux sombres litanies des conflits, catastrophes, attentats, mais prôner un optimisme journalistique ne rendrait pas mieux compte du monde, ne ferait pas plus sens.

Par ailleurs, dans la perspective d'une émission citoyenne, nous avons perçu le risque démagogique voire poujadiste de privilégier la parole des gens ordinaires (« les vrais gens... ») au détriment des élites. Pour autant, cette logique d'initiative citoyenne nous semble devoir trouver des traductions télévisées.

De ce cheminement, nous avons retenu la nécessité d'un double rééquilibrage des choix éditoriaux : rééquilibrage vers une vision du monde, plus ouverte sur l'extérieur, le lointain ; rééquilibrage entre les personnalités en vue et des acteurs moins visibles de l'évolution du monde.

s'ouvrir au monde

■ Se repérer comme citoyen du monde, c'est faire le lien entre le proche et le lointain, si étroitement imbriqués aujourd'hui. Comprendre l'incidence, dans sa vie, d'événements ou d'enjeux a priori sans rapport avec elle ... par exemple, ceux des circuits de production et de distribution des denrées alimentaires, voilà qui aide à se repérer, à percevoir qu'à notre niveau une forme d'action est possible, qu'il n'y a pas de fatalisme ou d'impuissance face aux systèmes en place.

Or l'actualité nous est souvent présentée sous des angles étroits ou ce qui se passe loin est souvent... vu de loin, balayé et brossé rapidement et ce qui se passe près... grossi à la loupe sans rapport avec de réels enjeux. On développe ainsi une culture miroir au détriment d'une culture de la relation. Au résultat, l'étranger fait d'autant plus peur qu'il est moins connu, moins visité, moins compris... C'est une porte ouverte aux discours démagogiques qui promettent des réponses immédiates aux besoins ou aux inquiétudes collectives les plus égoïstes alors que les véritables réponses aux défis du temps exigent une curiosité pour ce qui peut s'inventer partout dans le monde, ici comme ailleurs.

s'ouvrir à la complexité

■ Présenter le complexe, le contradictoire, l'incertain... Dans la mécanique des journaux télévisés, il semble qu'on ait renoncé, pour l'instant, à ce type de cheminement. Quels que soient les sujets traités, les rédactions de télévision semblent choisir implicitement des traitements qui se prêtent à raconter une histoire complète, achevée, sur 1 minute 30, qui produisent souvent des affrontements binaires et stériles de personnages archétypes. Par vagues, certains sujets sont dans l'air du temps, toutes chaînes confondues, puis oubliés au profit d'une autre tendance.

Les grandes évolutions politiques, sociétales, internationales, ne sont elles pas le fruit de voies provisoires, de rapports de force fructueux, de tentatives ? L'information télévisée peut aussi avoir pour ambition de rendre compte des grands questionnements de son temps, et procéder elle-même par questionnement, montrer des constructions en cours et non seulement des « produits finis ».

Cette logique de questionnement n'est pas une fin en soi, mais une logique, une démarche avec un objectif déterminé : permettre au téléspectateur d'élaborer son propre discernement ; lui apporter des éléments partiels, des opinions, des arguments, qui lui permettent de forger son opinion ; l'éclairer dans la construction de sa pensée, de sa citoyenneté.

Cela nécessite certainement de réduire la place aujourd'hui envahissante faite aux réactions à chaud, à l'émotionnel (colère, larmes, dénonciations... si télégéniques), d'imaginer une couverture de l'actualité plus distanciée... sans pour autant rendre les JT austères, arides. Une émission, "C'est pas sorcier" sur France 3, le fait très bien pour les enfants. Le rythme quotidien et la concurrence interdisent-ils vraiment de l'imaginer et de la faire pour les plus grands ?

S'ouvrir au monde, s'ouvrir à la complexité : deux éléments, parmi d'autres qui permettent au citoyen d'avoir prise sur le monde qui l'entoure. Si le citoyen se sent dépossédé de son avenir, peut-il encore croire à la démocratie ? N'est-il pas condamné à se détourner de la vie publique, si, en voyant les journaux télévisés, il a le sentiment que tout se joue sans lui ?

Nous considérons que l'information est évidemment un élément constitutif essentiel de l'espace public, un élément majeur de la construction des opinions des citoyens. Favoriser le développement de la citoyenneté au moyen d'une information éclairante implique donc de s'interroger sur les conditions, en amont, de la production de l'information et, en aval, sur ses effets sur la chose publique.

C'est ce qui nous a conduit à affirmer fortement que les citoyens ont, en tant que tels, leur mot à dire dans l'évolution de l'information.

instaurer la responsabilité sociétale des médias

■ Il nous paraît essentiel, pour y parvenir, d'introduire, dans le monde de l'information, la notion de responsabilité sociétale qui progresse aujourd'hui dans les autres secteurs de notre vie collective que sont l'économie, la médecine, la science, l'éducation... Cette responsabilité sociale, reconnue et identifiée, permet à l'ensemble de la sphère publique d'être impliquée dans ce qui la concerne, par le débat, l'échange, la mise au point de principes à respecter et d'éventuelles sanctions. Des entreprises commerciales, réputées longtemps n'être redevables que de profits pour leurs actionnaires, on exige aujourd'hui une activité qui ait, a minima, un impact non dégradant sur la communauté des hommes et des territoires avec lesquels elles sont en relation. Or les médias, acteurs sociaux et économiques puissants s'il en est, sont encore totalement affranchis de cette responsabilité et des sanctions (positives ou négatives) qui vont avec. Personne ne leur demande réellement de comptes, à part les annonceurs... Les élus jouent avec eux au jeu délicat du chat et la souris et nous, téléspectateurs, auditeurs, lecteurs sommes bons pour consommer, râler ou... fermer le poste. Cet impact sociétal n'est aujourd'hui peu ou pas identifié ni mesuré. Il n'existe pas d'agence de notation des médias ni de comité éthique. Le CSA devrait permettre la régulation nécessaire mais le cahier des charges qu'il a mission de faire respecter n'est pas suffisamment mis en relation avec les pratiques ; il perd de son efficacité, de sa légitimité, qui reste essentiellement administrative, et au bout du compte... n'intéresse pas grand monde.

Dans le travail avec leurs parties prenantes, entrepreneurs, médecins, scientifiques se retrouvent, le plus souvent, dans un échange gagnant-gagnant qui leur apporte des éclairages, des angles de vues et parfois mêmes des solutions qui enrichissent leurs pratiques et les rendent moins vulnérables à la contestation, à l'opposition. Nous sommes convaincus que des modes de régulation équilibrés et durables ne peuvent être imaginés que dans l'échange, le dialogue et le droit à l'initiative reconnus pour toutes les parties prenantes.

Partant du principe que l'information télévisuelle est un des éléments de formation de la citoyenneté, de notre savoir vivre ensemble, nous souhaitons donc interpeller producteurs, journa-listes, élus, annonceurs et téléspectateurs pour travailler ensemble sur les principes de fonctionnement qui la régissent et les exigences à tenir à son égard.

instaurer la responsabilité sociétale des médias

un processus collégial

■ Sortir des logiques en place, dominées par la concurrence, le toujours plus vite et la pression de l'audience, n'est incontestablement pas simple. Nous n'avons naturellement aucune solution toute faite dans notre chapeau. C'est pourquoi nous proposons la mise en place d'un processus collégial réunissant tous les acteurs concernés, dans lesquels les uns et les autres pourront faire part de leurs contraintes, de leur aspirations et de leur vision commune de ce que l'information peut et doit apporter à la société à laquelle elle s'adresse. Nous sommes convaincus qu'un très grand nombre de gens souhaitent accéder facilement à une actualité télévisée éclairante, donnant des repères et des outils de compréhension du monde, que l'audience ne s'attire pas qu'au travers de l'émotion et de la caricature mais aussi par la pédagogie ludique et la créativité. Les citoyens téléspectateurs ont une place importante à tenir dans ce processus de concertation, non pas pour dénigrer et refuser mais pour comprendre, proposer, suggérer. Telle est de fait l'aspiration des Ateliers de la citoyenneté.

notre démarche : construire par la rencontre et l'échange

■ Après avoir, pendant près de deux années, réfléchi au sein de l'atelier, à cette question de l'information télévisée nous souhaitons aujourd'hui partir à la rencontre des différents acteurs concernés pour leur soumettre notre réflexion et nos propositions. Nous souhaitons ainsi inviter journalistes, élus, producteurs, membres du CSA, mais aussi les chercheurs, sociologues, historiens à construire ensemble, et porter sur la place publique, la réflexion sur l'impact de l'information télévisée et les moyens de rendre la responsabilité sociétale opérante, de dépasser l'utopie pour l'inscrire dans la réalité. En France comme ailleurs, les citoyens sont de mieux en mieux éduqués à la chose publique (locale et globale), se sentent de plus en plus concernés par elle (même lorsqu'ils se détournent du vote) et ne cèdent pas si facilement aux sirènes des discours a priori bien ficelés. Nous souhaitons nous appuyer sur cette évolution encourageante pour ne pas laisser cet enjeu majeur sans réponse satisfaisante. Nous aurons dans cette démarche une posture à la fois modeste et exigeante, faite de questionnement et d'élaboration progressive mais avec l'ambition d'un résultat construit, opérationnel... et évolutif.

"Avons-nous encore prise sur notre avenir ? "

■ Des personnes de tous horizons se sont réunies au sein des Ateliers de la citoyenneté pour tenter d'apporter une réponse positive à cette question. La citoyenneté n'est alors pas seulement perçue comme un ensemble de droits politiques, elle se vit comme une capacité à prendre l'initiative dans la Cité. Nous parlons pour cela de "citoyenneté entreprenante".

Pour entreprendre dans la Cité, il faut d'abord élaborer collectivement, dans un travail patient de discernement, des pratiques sociales nouvelles pour faire face aux dysfonctionnements que nous constatons, d'où la notion d'"ateliers". Sans nous enfermer dans les problèmes locaux, nous confrontons à des questions, vastes ou précises, sur lesquelles nous refusons le statu quo : comment l'information télévisée peut-elle mieux aider à comprendre le monde au lieu d'enfermer dans le sentiment d'impuissance ? Peut-on imaginer un volontariat qui réponde aux capacités d'engagement ? ...

Des voies d'amélioration nous semblent prometteuses :

- développer un volontariat "tout au long de la vie" en transposant le modèle des sapeurs pompiers volontaires plutôt qu'en créant seulement des parenthèses dans la vie des gens comme avec l'actuel volontariat de solidarité,
- réintroduire non le téléspectateur mais le citoyen en tant que "partie prenante" de l'information télévisée, en appliquant à l'information la logique de Responsabilité Sociétale des Entreprises (RSE), ce qui pourrait conduire à créer des collèges mixtes de citoyens et de journalistes pour proposer des évolutions de traitement de l'information par un dialogue régulier et confiant.

Les ateliers du cycle 2003 - 2004 :

- métiers et citoyenneté
- personne, entreprise et société
- information télévisée et citoyenneté
- Volontariat, le modèle des sapeurs-pompiers est-il transposable ?
- espaces commerciaux et citoyenneté
- ruralité et citoyenneté

Les Ateliers de la citoyenneté sont agréés par le Conseil régional Rhône-Alpes au titre de la Promotion sociale et professionnelle et leur suivi peut être pris en compte dans le cadre de la Formation continue des entreprises.